

N°15



Jeudi 8 avril 2021



En avril ne te découvre pas d'un fil ... d'actualité !

Cette semaine, l'Œil revient sur un revirement tout à fait important emprunté par notre Haute juridiction de droit privé : le moyen formé au soutien d'un nouveau pourvoi contre une décision rendue par une juridiction du fond de renvoi conformément à l'arrêt de cassation l'ayant saisie est depuis le **2 avril 2021** recevable. La Cour de cassation ouvre ainsi la possibilité d'exercer un nouveau pourvoi en cassation en présence d'un changement de norme. Ce faisant, il est désormais possible d'arguer d'un revirement jurisprudentiel en cours de procédure, pour autant que les délais de recours soient encore ouverts.

Comme toutes les semaines, vous pourrez également retrouver des actualités juridiques et brûlantes, soigneusement sélectionnées.



COVID-19

Le CEPD et le Contrôleur européen de la protection des données rendent un avis sur la proposition de certificat vert numérique

La Commission européenne [propose](#) de créer un « *certificat vert* » numérique pour faciliter la libre circulation en toute sécurité dans l'UE, en Islande, au Liechtenstein, en Norvège et en Suisse durant la pandémie de Covid-19. Le Comité européen de la protection des données et le Contrôleur européen de la protection des données [reviennent](#) sur les garanties que ce dispositif doit apporter pour les droits et libertés fondamentaux des personnes.



LA FABRIQUE DU DROIT

Souveraineté numérique nationale et européenne

Nous vivons actuellement une révolution numérique qui bouleverse nos usages autant que nos organisations ou nos modes de vie. Les entreprises doivent faire face à des défis majeurs où la cybersécurité, le cloud de confiance et le numérique sont étroitement liés. Pour suivre les travaux de la mission d'information de la conférence des présidents de l'Assemblée Nationale rendez-vous [ici](#).



Veolia à l'assaut de Suez : l'AMF n'accueille pas favorablement les modifications que Suez annonce avoir apportées au dispositif de la fondation de droit néerlandais et la proposition du consortium Ardian-GIP

Selon [l'Autorité des Marchés Financiers](#), la [stratégie](#) de Suez pour contrer l'OPA de Veolia «*porte atteinte*» à plusieurs principes de fonctionnement des marchés, dont l'obligation de transparence et de loyauté dans les transactions. Pour mémoire, en **septembre 2020**, Suez créait une fondation de droit néerlandais et y transférait un de ses actifs stratégiques, Suez Eau France, ce qui rendait celui-ci difficilement aliénable, alors même que sa cession pouvait faire partie d'une des conditions des autorités de concurrence nationale et communautaire pour autoriser le projet de fusion (*CEil n°1*). En **mars 2021**, Suez activait la fondation jusqu'à **2024** en limitant les hypothèses de dissolution. Suez se disait prêt à ne pas conserver l'inaliénabilité de la fondation, si Veolia offrait un prix de 20€ et non plus 18€ par action, et, si Véolia acceptait de céder une partie des activités de Suez à un consortium regroupant les fonds d'investissement Ardian et GIP.

La Commission européenne a approuvé le projet de l'Etat français d'accorder jusqu'à quatre milliards d'euros d'aide à Air France, notamment via une recapitalisation de la compagnie aérienne

En contrepartie, Air France devra [céder](#) 18 créneaux de vols, contre 24 initialement demandés par les autorités communautaires, à d'autres compagnies sur l'aéroport parisien d'Orly. L'aide de l'Etat français s'exprimera pour partie via une augmentation de capitale jusqu'à « *un peu moins de 30 %* » du [capital](#), contre 14,9 % aujourd'hui, le reste pouvant faire l'objet d'une avance.



La Cour de cassation vient de rappeler que les exigences de sécurité juridique et de prévisibilité du droit doivent se concilier avec les nécessaires évolutions de la jurisprudence

Par arrêt en [assemblée plénière](#) du **2 avril 2021**, la Cour de cassation juge nécessaire d'adapter une règle de procédure qu'elle suivait depuis 50 ans.

La Cour de cassation, dans sa formation la plus solennelle, a décidé de prendre désormais en considération dans un procès en cours tout changement de norme, dont les revirements de sa jurisprudence, tant qu'une décision irrévocable, c'est-à-dire une décision qui n'est plus susceptible de faire l'objet d'un recours, n'a pas mis un terme au litige. Cette prise en considération de la norme nouvelle ou modifiée participe de l'effectivité de l'accès au juge et assure une égalité de traitement entre des justiciables. Pour en savoir plus, une [note explicative](#) est disponible.

Conseil d'Etat : le calendrier pour la définition des nouvelles règles de la chronologie des médias n'est pas suspendu

Une [ordonnance](#) de transposition de la directive SMA de **décembre 2020** [impose](#) aux chaînes de télévision et aux plateformes de vidéos à la demande de définir ensemble une nouvelle chronologie de diffusion des films sortis au cinéma, faute de quoi, de nouvelles règles pourraient leur être imposées, par décret, après le **1er avril 2021**. Saisi par Canal+ pour suspendre cette décision, le juge des référés relève qu'il n'est pas démontré que ce calendrier aurait par lui-même des effets économiques défavorables sur la chaîne. Il a ainsi, en l'absence d'une situation d'urgence avérée, rejeté sa demande. Pour en savoir plus sur la chronologie des médias, par [ici](#).

Rachat de société : transfert des contrats de travail mais pas du règlement intérieur

D'après la Cour de cassation, le règlement intérieur applicable dans l'entreprise ne suit pas les salariés transférés. Le nouvel employeur n'est pas tenu de respecter le règlement intérieur et les procédures disciplinaires stipulées. La décision [ici](#), des précisions [là](#).



Taxation des multinationales initiée par les USA : la France favorable à un taux d'imposition de 12,5 % minimum

Devant les ministres du G20, les USA ont proposé un [impôt minimal mondial concernant les multinationales](#). Actuellement, les grandes multinationales paient leurs impôts un peu partout dans le monde ; mais elles peuvent organiser des mécanismes d'optimisation fiscale. Ce taux représenterait un « rempart contre le dumping fiscal ». Depuis 2015, l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et le G20 font valoir qu'il faut de nouvelles règles pour un système d'imposition plus juste pour les grandes multinationales. Un accord [pourrait](#) intervenir « d'ici à la mi-2021 » sur un tel taux plancher.

Fuite de données concernant plus de 533 millions de comptes Facebook et numéros de téléphones associés

Une base de 533 millions d'utilisateurs Facebook [circule](#) gratuitement sur Internet. Cette base de données contient, par exemple, le nom complet, le numéro de téléphone, l'identifiant Facebook, la dernière localisation, la date d'anniversaire, l'adresse e-mail, la date de création du compte, la biographie, le statut relationnel. Parmi les utilisateurs concernés figurent 19,8 millions de Français. La Data Protection Commission (DPC), l'équivalent de la CNIL en Irlande, chef de file des centres de protection des données en Europe, [a expliqué ne pas avoir reçu de signalement](#) de Facebook après la diffusion en ligne du fichier. De son côté, la [CNIL](#) a affirmé mercredi qu'elle travaillera en coopération avec la DPC pour établir les circonstances de cette collecte de données. Des réponses à vos questions, [ici](#).

Publication du rapport annuel d'activité 2020 de l'AFA

L'année 2020 a été [marquée](#), en son début, par le lancement du premier plan national pluriannuel de lutte contre la corruption, qui traduit l'engagement gouvernemental à agir contre la corruption, aussi bien par la prévention que la poursuite et la sanction. L'année 2020 a été plus particulièrement celle de la révision des recommandations de l'AFA ([voir l'CEil n°6](#)), à destination de tous les acteurs publics et économiques.

RGPD : Booking devra payer 475 000€ à l'autorité de protection des données néerlandaise pour avoir déclaré une fuite de données hors délais

Le site de réservation d'hôtels booking.com a notifié l'autorité des données néerlandais au sujet d'une fuite 22 jours après l'avoir découverte. Elle aurait dû le faire 19 jours plus tôt. Lors de cet [incident](#), les cybercriminels avaient réussi à dérober les noms, prénoms, adresses postales et numéros de téléphone de 4000 clients de la plateforme de réservation.



Loi climat

- **Les marchés publics au cœur de la transformation écologique et sociale**

Contre l'avis du gouvernement, les députés ont [voté](#) en 1ère lecture l'obligation de satisfaire à des critères sociaux, et non plus seulement environnementaux, dans l'attribution des marchés public. Sont directement visés l'inclusion de chômeurs de longue durée ou le développement de l'économie sociale et solidaire. Une obligation serait créée à l'encontre de tout soumissionnaire public, qui se devrait de réserver une part minimum de 5 % du montant prévisionnel d'un marché à des entreprises solidaires d'utilité sociale.

- **Eventuels impacts des amendements déposés sur le e-commerce**

Parmi les [sujets](#) du projet de loi climat et résilience, en cours de discussion à l'Assemblée nationale, s'est invité le [débat](#) autour d'un « score carbone » renseignant l'impact environnement des biens et services du e-commerce, l'instauration d'un

moratoire sur les entrepôts du e-commerce pour lutter contre l'artificialisation des sols et l'instauration d'une taxe sur la livraison des biens commandés en ligne.

Commerçants : une aide exceptionnelle pour les stocks invendus

Une mesure est mise en place pour [soutenir](#) les commerçants affectés par la problématique des stocks saisonniers. Les secteurs de l'habillement, de la chaussure, du sport et de la maroquinerie sont concernés. Afin d'y remédier, les ministres annoncent une aide forfaitaire représentant 80 % du montant de l'aide touchée au titre du [fonds de solidarité en novembre 2020](#). Le montant de l'aide étant en moyenne de 7 600 €, cette aide forfaitaire se portera à 6 000 € en moyenne par commerce.

OUT OF THE LAW BOX



Histoire de rivalités régionales

Bretagne -VS- Normandie, Saint Etienne -VS- Lyon, Guadeloupe -VS- Martinique...des [podcasts](#) pour mieux comprendre ces rivalités historiques.

Fabrication d'un fumoir : ce que la rédaction fait le week-end

Peut-être recherchez-vous une idée originale pour déguster le fromage de la dernière raclette de l'année ? Ou avez-vous du paprika en poudre un peu fade que vous aimeriez rehausser ? Il est l'heure de sortir scie sauteuse, scie circulaire, sciure de sapin ou de hêtre et...de redécouvrir les saveurs que la fumée froide peut apporter à vos aliments. Par [ici](#) ou par-[là](#) des tips & tricks pour commencer votre projet de fumoir. Envoyez-nous vos plus belles photos ! En attendant voici des réalisations plutôt réussies 😊

